

EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE

I-/ GENERALITES

Les équipements de protection individuelle (EPI) font partie intégrante de la sécurité électrique. Ils sont définis par l'article R.233-83-3 du code du travail comme des *« dispositifs ou moyens portés par une personne en vue de la protéger contre les risques susceptibles de menacer sa santé et sa sécurité »*.

Les EPI doivent :

- être conformes aux prescriptions de la réglementation et aux normes quand elles existent,
- faire l'objet du marquage de conformité CE.

Tout utilisateur de matériel de sécurité doit vérifier son bon état avant emploi.

Le matériel doit être adapté aux interventions et aux travaux.

II-/ LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) :

1-/ Mise à disposition des EPI

Pour préserver la santé et la sécurité du personnel, le chef d'établissement doit mettre si nécessaire à sa disposition des équipements de protection individuelle adaptés aux risques et aux conditions de travail. Par ailleurs, si les travaux sont insalubres et salissants, il doit leur fournir les vêtements appropriés.

2-/ Evaluation des risques

Les EPI sont appropriés aux risques et aux conditions de travail : *« la mise en œuvre, le choix et l'utilisation des EPI doivent être faits par le chef d'établissement suivant les principes généraux de prévention. Pour prendre sa décision, le chef d'établissement doit d'abord évaluer les risques »*.

3-/ Choix des EPI

Le chef d'établissement apprécie ensuite l'EPI qu'il mettra à disposition des salariés en fonction de l'analyse des risques. En effet, il doit choisir les EPI *« nécessaires », « appropriés aux risques », « convenablement adaptés aux risques à prévenir »*, et aux *« conditions et caractéristiques particulières du travail »*

4-/ Fournir gratuitement des EPI

Les EPI ne doivent pas être une source de frais supplémentaire pour le personnel. Par ailleurs, ils ne sont pas considérés comme avantages en nature.

5-/ Règlement intérieur et utilisation des EPI

Les prescriptions du règlement intérieur s'imposent à chaque salarié sous peine de sanctions disciplinaires. La mention des instructions sur le port des EPI permet à l'employeur d'obliger les personnels à les porter, si cela est nécessaire, sous peine de sanctions disciplinaires.

6-/ Maintien en état de fonctionnement / port des EPI

Comme tous les équipements de l'entreprise, ils doivent être vérifiés lors de la mise en service. La vérification du maintien en état de fonctionnement est effectuée à chaque utilisation. Il faut procéder à des vérifications périodiques, par des personnes compétentes. Le registre de sécurité est tenu « *constamment* » à la disposition de l'inspecteur du travail, des agents de prévention des CARSAT.

7-/ Maintien en état de conformité

Les EPI détériorés sont remplacés et mis au rebut. La mise à disposition et le port d'EPI non conformes ou présentant des risques est passible de sanctions prévues à l'article L. 263-2.

8-/ Information des travailleurs et consignes d'utilisation

En matière d'EPI, l'obligation d'information de l'employeur se traduit par la rédaction de consignes. Il informe de manière appropriée les travailleurs :

- des risques contre lesquels le port d'EPI les protège,
- des conditions d'utilisation, notamment les usages auxquels il est réservé.

9-/ Donner une formation renouvelée

Les utilisateurs d'EPI doivent recevoir une « *formation adéquate comportant, en tant que de besoin, un entraînement au port des EPI. Cette formation doit être renouvelée aussi souvent qu'il est nécessaire pour que l'équipement soit utilisé conformément à la consigne d'utilisation* ».

III-/ EPI ET CONDITIONS D'UTILISATION

Les EPI doivent être conformes aux exigences essentielles de sécurité et santé conformément à la directive européenne 89/686/CEE et faire l'objet du marquage de conformité CE.

L'équipement de base est composé :

- d'un casque isolant et antichoc, conforme à la norme NF EN 397,
- d'une paire de gants isolants, conforme à la norme NF EN 60 903,
- d'un écran facial anti-UV, pour la protection contre les arcs électriques et les courts circuits, conforme à la norme NF EN 166,
- des chaussures ou bottes isolantes de sécurité, conformes à la norme NF EN 345,
- d'une combinaison de travail en coton ou en matériau similaire.

Le casque doit être utilisé chaque fois qu'il y a risque de choc ou de chute.



Les gants isolants doivent être :

- adaptés à la tension des installations sur lesquels sont effectués les travaux,
- vérifiés avant chaque emploi (ne pas présenter de trous ou de déchirures),
- rangés dans les boîtiers ou sachets de protection.



L'écran facial est obligatoire pour toutes les opérations comportant un risque d'accident oculaire :

- travaux au voisinage,
- travaux sous tension pendant les interventions,
- mesurages,
- MALT et en CC.



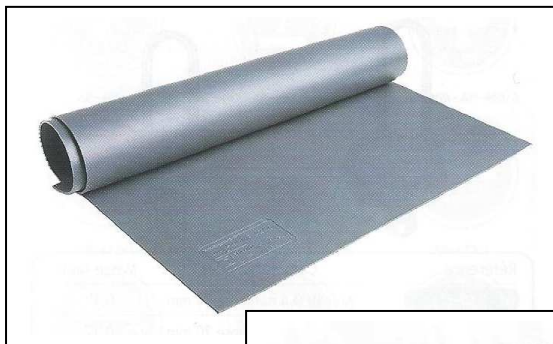


IV-/ LES EQUIPEMENTS INDIVIDUEL DE SECURITE (EIS)

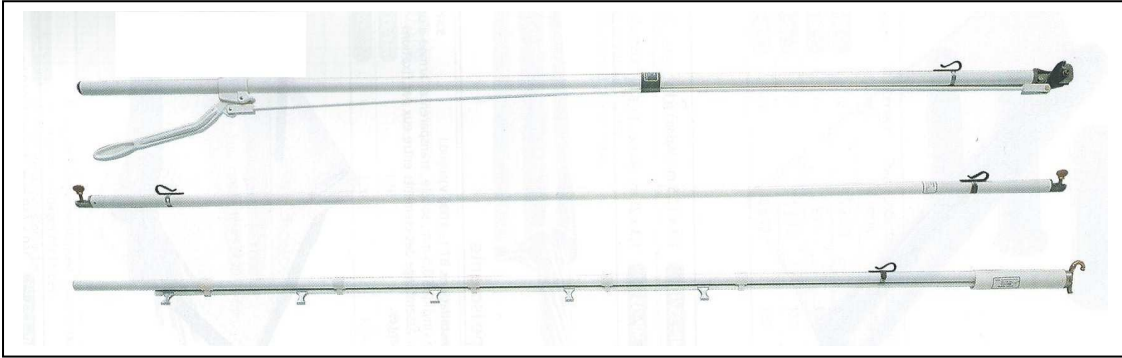
Cet équipement comprend :

- des tapis, tabourets isolants (NF C 18-420),
- des échelles isolantes pour les travaux en élévation (NF EN 131),
- des perches isolantes,
- des outils isolés (NF EN 60900),
- des cadenas et d'étiquettes de consignation,
- des vérificateurs d'absence de tension (VAT),
- des dispositifs de mise à la terre et en court-circuit.

Tapis, échelles et tabourets isolants : attention à la tension nominale des ouvrages ! L'isolation de l'opérateur par rapport au sol doit être assurée.



Les perches isolantes

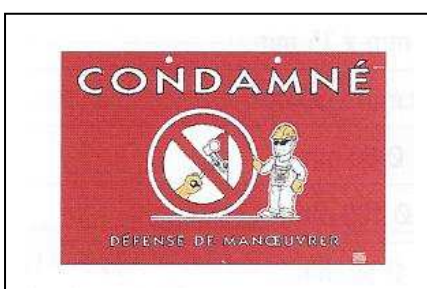
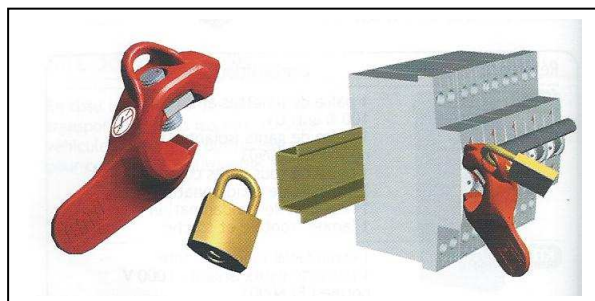


Les outils isolants :

- doivent être adaptés à la tension des installations sur lesquelles on effectue les travaux,
- doivent être en parfait état.



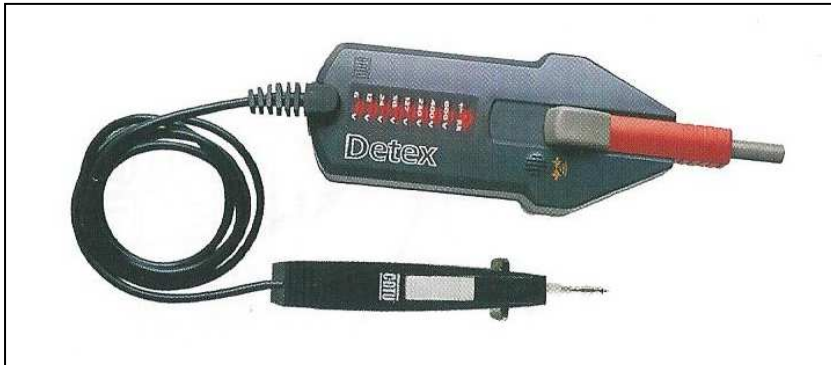
Les cadenas et étiquettes de consignation



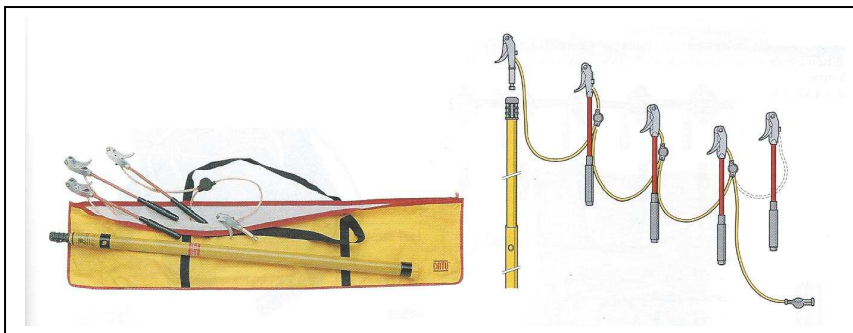
Le vérificateur d'absence de tension (VAT)

Il faut vérifier son bon fonctionnement immédiatement avant et après chaque opération.

Les appareils de mesure ne sont pas des VAT et inversement.



Les dispositifs de mise à la terre et en court-circuit

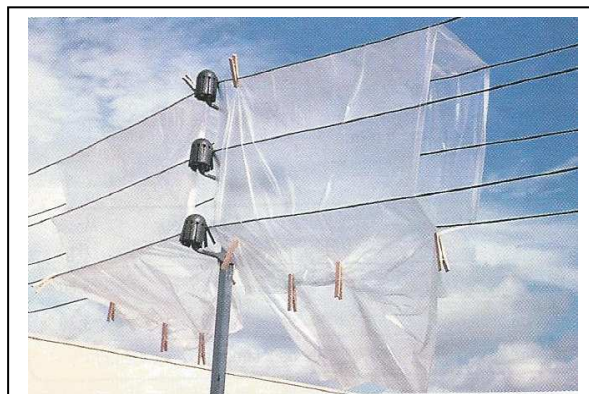


V-/ LES EQUIPEMENTS COLLECTIFS DE SECURITE (ECS)

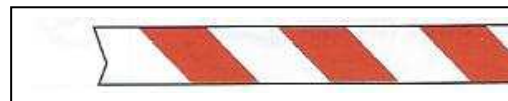
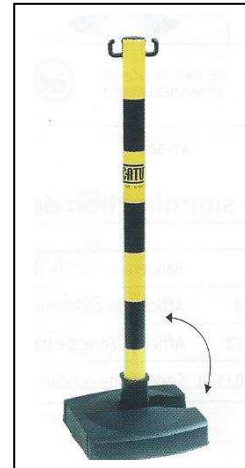
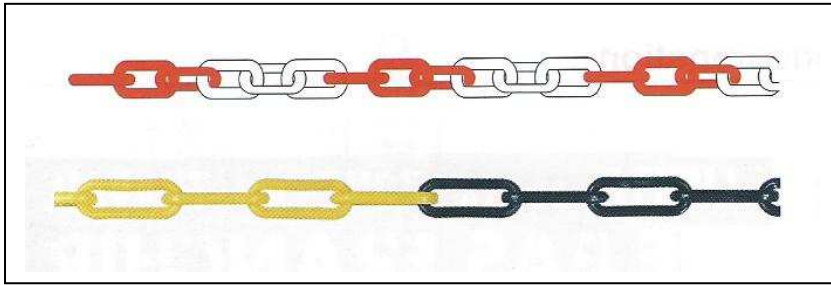
Cet équipement doit comprendre :

- l'utilisation d'écran de protection (nappe isolante, tôle épaisse mise à la terre...)
- la délimitation de l'emplacement de travail par un balisage et une pancarte d'avertissement de travaux,
- l'utilisation de baladeuses spécialement conçues à cet effet et conforme à la norme NF C 61-322,

Nappes isolantes



Balises de la zone de travail

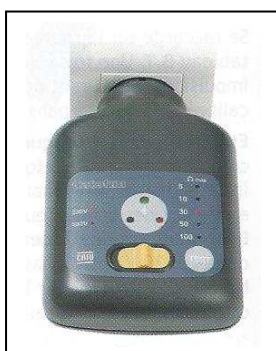


VI-/ UTILISATION D'APPAREILS DE MESURAGE PORTATIFS

Les appareils de mesure portatifs :

- doivent avoir une enveloppe isolante,
- ne doivent pas faire courir de risque à l'utilisateur, même en cas d'erreur de branchement ou de mauvais choix de gamme de mesure.

L'emploi des gants isolants est obligatoire lors des mesures en BTA, lorsque l'opérateur opère à proximité de pièces nues présentant des risques de contact direct, en cas de faux mouvement.



Les cordons de mesurage : les pointes de touches doivent avoir un indice de protection IP 2X (NF C 20-010).

